plexité des formalités administratives aux frontières intérieures, et aux méthodes de commercialisation.

Certaines entreprises de vente par correspondance ajoutent 20% au prix du catalogue pour couvrir ces coûts supplémentaires. En coopération avec les administrations nationales, la Commission essaye de supprimer cette paperasserie.

L'ENVIRONNEMENT

Certains travaux de la Communauté, notamment les plans destinés à réduire les entraves d'ordre technique aux échanges par l'établissement de normes communes pour les produits, ont indirectement profité à l'environnement, mais il n'y a pas eu de programme sur l'environnement même avant 1973. Maintenant, la législation communautaire prévoit des restrictions communes dans des domaines allant de la pollution par les gaz d'échappement des véhicules à moteur aux détergents non biodégradables.

La politique de l'environnement de la Communauté tente «d'améliorer le cadre et la qualité de vie, le milieu et les conditions de vie des peuples qui en font partie». Fondée sur le principe «pollueur-payeur», ses objectifs sont les suivants:

- empêcher, réduire et éliminer la pollution dans la mesure du possible;
- maintenir l'équilibre écologique et protéger la biosphère;
- utiliser les ressources naturelles sans rompre inutilement l'équilibre écologique;
- persuader les hommes politiques de prendre l'environnement en considération

lorsqu'ils formulent d'autres politiques. Le programme d'action a été lancé en 1974, lorsque le Conseil a adopté des directives pour l'application uniforme du principe «pollueur-payeur».

Le Conseil a également adopté:

- une directive concernant la standardisation du traitement des eaux de surface utilisées comme eaux potables;
- une directive concernant le recyclage des résidus de pétrole en vue d'éviter la pollution de l'air, de l'eau ou du sol;
- une résolution invitant les États membres à observer les obligations en matière de protection de l'environnement lorsqu'ils appliquent des politiques énergétiques, et à promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques;
- l'idée d'une participation ultérieure de la Communauté à la Convention de Paris sur la pollution terrestre et à la Convention de Strasbourg sur la protection des eaux douces.

L'harmonisation de l'action des États membres en matière d'environnement est le rôle principal de la Communauté. Celle-ci travaille également avec des organisations internationales comme la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution, l'Organisation de coopération et de développement économiques et les Nations Unies.

Assurant à elle seule 40% du commerce mondial, 25% si l'on exclut les échanges entre les Neuf, la Communauté européenne est le premier importateur et le premier exportateur du monde.

À ce titre et en tant que grande puissance industrielle, elle assume des responsabilités sur le plan international, position qui l'incite à développer des liens économiques étroits avec d'autres parties du monde. D'ailleurs, dans les traités constitutifs, elle s'est engagée à promouvoir dans le monde les échanges, le développement et la paix.

Tous les membres de la Communauté font partie des Nations Unies, du Fonds monétaire international (F.M.I.), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) et du Conseil de l'Europe et sont signataires de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (G.A.T.T.).

Actuellement, plus de 100 pays sont représentés auprès des Communautés, qui ont elles-mêmes des délégations au Canada, aux États-Unis, au Chili (pour l'Amérique latine), au Japon, auprès de l'O.C.D.E. (Paris) et auprès d'organisations internationales dont le siège se trouve à Genève, comme le G.A.T.T. Elle a le statut d'observateur aux Nations Unies et entretient des liens étroits avec de nombreux autres organismes internationaux intéressés par certains aspects de son action.

Dans les négociations internationales, les États membres s'efforcent d'adopter des positions communes, comme ils l'ont fait